

JUGEMENT
N° 093/19/CJ/SI/TCC
DU 22 NOVEMBRE 2019

RÔLE GENERAL
BJ/TCC/2019/0738

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

CHAMBRE DE JUGEMENT DE LA SECTION I

PRESIDENT : William KODJOH-KPAKPASSOU

SOCIETE PRO AFRICA
IMPACT SARL
(Romain DOSSOU et
Pacôme A. Clitandre
KOUNDE)

JUGES CONSULAIRES : Chimène ADJALLA et François AKOUTA

MINISTERE PUBLIC : Mario METONOU

GREFFIER : Jacques HOUEGBE

DEBATS : Le 27 septembre 2019

C/

Jugement contradictoire, en matière commerciale et en premier
ressort, prononcé le 22 novembre 2019.

SOCIETE KOMLANSON
SARL

LES PARTIES EN CAUSE

DEMANDERESSE :

SOCIETE PRO AFRICA IMPACT SARL, dont le siège social est
sis à LEO 2000, rue, Lomé, assistée de Maîtres Romain DOSSOU
et Pacôme A. Clitandre KOUNDE, Avocats à la Cour ;

OBJET : Paiement

D'UNE PART

DEFENDERESSE

SOCIETE KOMLANSON SARL, dont le siège est sis à Tabligbo,
quartier Gogokondji, BP 3293 (TOGO) ;

D'AUTRE PART

LE TRIBUNAL

Suivant contrat en date du 16 mai 2016, la société Terre Commerciale (SOTEC) SARL (Bénin) représentée par ZONG Cheng a loué une drague destinée à l'extraction de sable lagunaire à la société KOMLANSON SARL (TOGO), en contrepartie d'une rémunération mensuelle de quinze millions (15.000.000) de francs CFA dont cette dernière ne s'est pas acquittée régulièrement;

Le contrat prévoit en son article 8 la compétence des juridictions du Bénin pour connaître de tous contentieux y relatifs ;

Par ailleurs, selon un « *procès-verbal de réunion servant de convention d'acquisition de parts sociales dans PRO AFRICA IMPACT SARL* » (TOGO) en date du 06 mars 2019, ZONG Cheng a déclaré qu'il fait un apport en nature de la drague à ladite société en création, contre l'acquisition de 40% de parts, ce qui est accepté par AMEHAME Kwassivi et MADOUGOU Z. Fadel, ses partenaires ;

En outre, par un acte dit de « *cession provisoire de droit de propriété* » fait à Lomé le 30 juillet 2019, ZONG Cheng a déclaré qu'il « *donne tout pouvoir de gestion, de contrôle et de maintenance des engins à AMEHAME Kwassivi* » ; dans ledit acte il est précisé également que *ZONG Cheng cède* tous pouvoirs de propriétaire sur ledit engin à AMEHAME Kwassivi contre sa part dans la société *PRO AFRICA IMPACT* ;

Diverses procédures judiciaires sont intervenues devant les juridictions togolaises entre la SOTEC et la société KOMLANSON au sujet de la restitution de la drague ;

C'est dans ces conditions que la société PRO AFRICA IMPACT, se prévalant de la clause

attributive de juridiction de l'article 8 du contrat signé entre la SOTEC et la société KOMLANSON a attiré cette dernière devant le tribunal de commerce de Cotonou, par exploit en date du 04 septembre 2019, en vertu de l'ordonnance à pied de requête n° 290/2019 en date du 03 septembre 2019 ;

Elle demande au tribunal de prononcer la résiliation du contrat de location du 16 mai 2016 entre la SOTEC et la société KOMLANSON, de condamner celle-ci à lui payer 670.920.000 FCFA au titre des frais de location de la drague et 100.000.000 FCFA à titre de dommages intérêts pour procédure abusive ;

Elle prie également le tribunal d'assortir la présente décision de l'exécution provisoire sur minute ;

A l'appui de ses prétentions, la société PRO AFRICA IMPACT développe que face au non-paiement du loyer de la drague, la SOTEC lui a cédé ses droits, de sorte que la drague fait désormais partie de son patrimoine ;

Qu'elle est fondée à agir en l'espèce ;

La société KOMLANSON située au TOGO a été assignée à parquet à Cotonou ; elle n'a pas été représentée à l'instance et n'a pas produit d'observations ;

La présente décision est rendue par défaut à son égard ;

SUR LA RECEVABILITE DE L'ACTION

Attendu que l'article 204 alinéa 1^{er} du code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes dispose : « *constitue une fin de non-recevoir tout moyen qui tend à faire déclarer l'adversaire irrecevable en sa demande, sans examen au fond, pour défaut de droit d'agir,*

tel le défaut de qualité, le défaut d'intérêt, la prescription, le délai préfix, la chose jugée » ;

Que l'article 207 alinéa 2 du même code énonce les fins de non-recevoir doivent être relevées d'office lorsqu'elles ont un caractère d'ordre public ;

Attendu, par ailleurs, qu'aux termes de l'article 4 de l'Acte Uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique dispose que « *les apports en nature sont réalisés par le transfert des droits réels ou personnels correspondant aux biens apportés et par la mise à la disposition effective de la société des biens sur lesquels portent ces droits* » ;

Que les articles 46 et 47 de ladite loi précisent que *lorsque l'apport est en propriété, l'apporteur est garant envers la société comme un vendeur envers son acheteur (46), lorsque l'apport est en jouissance, l'apporteur est garant envers la société comme un bailleur envers son preneur (47) ;*

Attendu qu'en l'espèce, la société PRO AFRICA IMPACT exerce une action en résiliation du contrat signé entre la SOTEC et la société KOMLANSON portant location d'une drague, alors qu'il n'est pas produit au dossier les statuts ou les pièces susceptibles de renseigner sur l'effectivité et le type d'apport en nature dont il s'agit ;

Qu'en outre, il est versé au dossier un acte dit de « *cession provisoire de droit de propriété* » fait à Lomé le 30 juillet 2019, qui indique que ZONG Cheng *donne tout pouvoir de gestion, de contrôle et de maintenance des engins à AMEHAME Kwassivi* et lui cède tous pouvoirs de propriétaire sur ledit engin contre sa part dans la société PRO AFRICA IMPACT ;

Attendu que cet acte daté du 30 juillet 2019 ainsi que le « *procès-verbal de réunion servant de*

convention d'acquisition de parts sociales dans PRO AFRICA IMPACT SARL » comportent des énonciations qui ne sont pas en cohérence et n'établissent pas que la demanderesse dispose du droit d'agir directement contre la société KOMLANSON au sujet de la drague en cause ;

Que par ailleurs, la société PRO AFRICA IMPACT se prévaut de la clause attributive de juridiction liant la SOTEC à la société KOMLANSON, alors qu'elle n'est pas concernée par le lien contractuel relatif au choix de la juridiction compétente ;

Attendu qu'au regard de l'ensemble de ces considérations, l'effet relatif des contrats impose de ne pas recevoir l'action de la demanderesse ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, par défaut, en matière commerciale et en premier ressort ;

Déclare irrecevable l'action de la société PRO AFRICA IMPACT SARL et la condamne aux dépens.

Ont signé

LE GREFFIER

LE PRESIDENT